

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 01/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL AUPIAC DIVERSIFICATION**

Aupiac  
12360 Camarès

Références : 12-CRARC-2024-99  
Code AIOT : 0006809673

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement SARL AUPIAC DIVERSIFICATION implanté Aupiac 12360 Camarès. L'inspection a été annoncée le 09/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL AUPIAC DIVERSIFICATION
- Aupiac 12360 Camarès
- Code AIOT : 0006809673
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL AUPIAC DIVERSIFICATION, gérée par M. Jacques Fanjaud, a exploité durant 17 ans un parc

éolien constitué de 2 éoliennes de type VERGNET (puissance unitaire de 0.275 MW) sur la commune de Camarès. En 2022-2023, ces 2 éoliennes ont été démontées et remplacées par un seul aérogénérateur du constructeur ENERCON (E82), d'une hauteur en bout de pale de 119 m et d'une puissance unitaire de 3 MW. Il s'agit du premier renouvellement de parc éolien (repowering) dans l'Aveyron.

L'éolienne a été mise en service en juillet 2023 et sa maintenance est assurée par le constructeur ENERCON. Celle-ci a la particularité d'être positionnée au sein même du parc éolien de Ségallasse, exploité par la société VALECO.

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Information	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Demande d'action corrective	1 mois
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 2.3	Sans objet
2	Suivi du chantier	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 3.3	Sans objet
3	Suivi du chantier	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 3.4	Sans objet
21	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
6	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
22	Risques	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.1	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
13	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
14	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
15	Dispositions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	constructives	article 10	
17	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
18	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
19	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
20	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
16	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Bruit	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été relevée lors de cette inspection.

A noter que les prescriptions relatives à la protection de la biodiversité n'ont pas été contrôlées et feront l'objet d'une prochaine inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2021, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Etablissement des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux articles R.515-101 à R.515-104 du code de l'environnement, la mise en service des installations visées à l'article 1. du présent titre est subordonnée à la constitution des garanties financières définies dans le présent arrêté. L'exploitant doit constituer ces garanties financières lors de la mise en service du parc éolien.</p> <p>Les documents attestant la constitution ou l'actualisation des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté susvisé du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières. L'exploitant adresse au préfet, avant la mise en service des éoliennes du parc éolien, les justificatifs attestant la constitution du montant des garanties financières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les garanties financières ont bien été constituées avant la mise en service de l'éolienne. Par courriel du 11/06/2023, l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Information**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire (...)
<b>Constats :</b>  Les caractéristiques techniques de l'installation (éolienne et poste de livraison) n'ont pas été déclarées dans la base de données OREOL conformément à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant renseignera, d'ici 1 mois, les caractéristiques techniques de l'installation dans la base de données OREOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Suivi du chantier**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2021, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapports de suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un bureau d'études (écologue...) chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale . Ces documents doivent être transmis sur demande de l'inspecteur de la DREAL.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un rapport consolidé comprenant le Plan Général de Coordination et de protection de l'Environnement (PGCE) ainsi que le Suivi Ecologique du Chantier (SEC) réalisé par le bureau d'études Altifaune en date du 07/09/2023. Le PGCE et le SEC ont pour objectif de s'assurer que le chantier respecte les prescriptions réglementaires et qu'il est respectueux de l'environnement. Au total, 10 visites ont été réalisées couvrant les différentes phases du chantier (démarrage, terrassement/nivellement, montage, fin de chantier). Le bureau d'études conclut dans son rapport que <i>"le chantier de construction du parc éolien d'Aupiac a bien respecté l'ensemble des mesures prévues dans l'étude d'impact, et aucune</i>

<i>incidence environnementale ne s'est produite."</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suivi du chantier**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2021, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration début d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté d'autorisation et que le document attestant la constitution des garanties financières aura été établi.          Cette déclaration portera notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté,</li> <li>• pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises) (...)</li> <li>• l'attestation de la constitution des garanties financières,</li> <li>• la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens en cas d'incendie,</li> <li>• la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 31/07/2023, l'exploitant a transmis la déclaration de début d'exploitation comportant notamment les coordonnées d'implantation de la machine (Lambert 93 et WGS84), la hauteur hors tout et l'altitude au sol.          L'acte de cautionnement pour la constitution des garanties financières a été reçu par l'inspection le 11/06/2023.          En revanche, l'inspection constate la présence d'un panneau d'identification à l'entrée du site mais qui n'est pas conforme aux prescriptions de l'AM du 26/08/2011 (cf. point de contrôle n°11).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consignes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les</li> </ul>

<p>batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes de sécurité sont visibles au niveau de l'éolienne visitée et du poste de livraison, indiquant notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité, les numéros de téléphone d'urgence, les conduites à tenir en cas d'incident ou d'incendie, le plan des issues de secours de l'éolienne, etc.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des extincteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence de 2 extincteurs, facilement accessibles, au pied de l'éolienne. Ces derniers sont contrôlés annuellement (dernière vérification en date du 18/07/2023 par la société PLANETA).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de contrôle des extincteurs pour l'année 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
--------------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que l'intérieur du pied de l'éolienne est propre et qu'aucun matériau combustible ou inflammable n'y est entreposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tests équipements mise à l'arrêt
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport des contrôles réalisés par le constructeur ENERCON avant la mise en service de l'éolienne (04/08/2023). Ce rapport comprend 300 points de contrôle (arrêt, arrêt d'urgence, capteur de survitesse, etc.) et ne fait état d'aucun défaut. Les premiers rapports de maintenance annuelle (21/03/2024, 2 défauts), graissage (05/03/2024, pas de défaut) et vent (07/03/2024, pas de défaut) ont également été transmis à l'inspection. L'exploitant a accès à un registre de maintenance numérique mis à sa disposition par ENERCON.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Manuel entretien et registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature



et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

**Constats :**

La maintenance de l'éolienne est assurée par le constructeur ENERCON.

L'exploitant dispose des manuels d'entretien et de maintenance pour le modèle d'éolienne E82 E4 fournis par ENERCON. L'exploitant a notamment transmis à l'inspection les descriptions techniques concernant la maintenance principale annuelle, le graissage d'entretien et la maintenance dépendante du vent. Ces documents détaillent la nature et les opérations de maintenance à réaliser sur l'éolienne.

L'exploitant a accès au registre numérique mis à sa disposition par ENERCON comportant, entre autres, les rapports de maintenance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 22 : Risques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.1

**Thème(s) :** Autre, Moyens de secours

**Prescription contrôlée :**

(...)

20. La mise en place d'un poteau d'incendie ou en cas d'impossibilité, d'une réserve d'eau de 60 m<sup>3</sup> à proximité du poste de livraison en sachant que l'emplacement de la réserve d'eau devra être validé par les sapeurs-pompiers.

**Constats :**

L'éolienne du parc d'Aupiac est positionnée entre les 2 dernières éoliennes du parc de Ségalasses exploité par la société VALECO.

L'inspection constate la présence d'une citerne de 60 m<sup>3</sup> à proximité du poste de livraison et à moins de 600 m de l'éolienne. L'exploitant a transmis à l'inspection un courriel du SDIS attestant que la réserve en eau est suffisante en cas d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant se rapprochera de la société VALECO pour mettre en place une convention sur l'utilisation de la citerne d'eau de 60 m<sup>3</sup> associée au parc de Ségalasses.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Thème(s) :** Autre, Identification des aérogénérateurs

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'aérogénérateur est identifié par le numéro 'AUPIAC 3 827741' affiché de manière lisible sur le mât.</p> <p>En revanche, un panneau est présent sur la barrière à l'entrée du site mais ce dernier n'indique que le risque de chute de glace. Il n'est donc pas conforme à la prescription. De plus, aucun panneau n'est présent au niveau du poste de livraison.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant mettra en place des panneaux d'information à destination des tiers au niveau du chemin d'accès à l'éolienne et du poste de livraison. Outre les consignes et mises en garde demandées par la présente prescription, l'exploitant ajoutera un numéro d'appel d'urgence conformément à l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/06/2021.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la date de l'inspection, le premier contrôle annuel des installations électriques n'a pas été</p>

<p>réalisé.</p> <p>L'inspection constate néanmoins que ce dernier a été programmé avec la société APAVE et qu'il sera réalisé très prochainement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le premier rapport de contrôle de ses installations électriques, dès réception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Dispositions constructives**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Accès au site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que le site dispose d'une voie d'accès carrossable (le chemin qui dessert les parcs de Ségalasses, Peux-et-Couffouleux et Bois de Merdelou). Les accès et les abords du site sont bien entretenus. Pour rappel, l'éolienne du parc d'Aupiac se situe entre la 6ème et la 7ème éolienne du parc éolien de Ségalasses. Ainsi, les chemins d'accès et pistes étaient déjà dimensionnés pour accueillir cette éolienne.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Dispositions constructives**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport de conformité - Eolienne</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation. En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis l'ensemble des comptes-rendus d'examen de l'éolienne ainsi que le</p>

rapport final de contrôle technique réalisés par la société Alpes Contrôles entre le 20/03/2024 et le 26/07/2024. Tous ces contrôles, tels que demandés par les articles R. 125-17 et L. 125-1 du code de la construction et de l'habitation, font état d'avis favorables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

**Thème(s) :** Autre, Rapport de conformité - Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

(...) Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.

**Constats :**

L'éolienne, munie du marquage 'CE', satisfait aux dispositions de la directive 2006/42/CE. Le contrôle des installations électriques non visées par la directive 2006/42/CE a été réalisé par la société Alpes Contrôles le 30/06/2023, soit 1 mois avant la mise en service de l'éolienne. Ce contrôle, qui concerne l'installation située en aval du poste de livraison (PdL et arrivée HT de l'éolienne), ne fait état d'aucune non-conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

**Thème(s) :** Autre, Contrôle des brides

**Prescription contrôlée :**

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de maintenance annuelle réalisée par ENERCON le 21/06/2024 ('Master maintenance' comportant plus de 200 points de contrôle). Aucun défaut n'a été constaté sur les points de contrôle visés par cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

**Thème(s) :** Autre, Contrôle visuel

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle des pales, détaillé dans le dernier rapport de maintenance annuelle transmis par ENERCON (21/06/2024), ne fait état d'aucun défaut.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 19 : Exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, SIS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 31/07/2024, l'exploitant a transmis la liste des SIS avec leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance associées. Les SIS font partie des points de contrôle réalisés par le maintenancier ENERCON au moins une fois par an. L'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle réalisés en mars (vent / graissage) et juin 2024 (maintenance annuelle) par ENERCON qui ne font état que de 2 défauts sur plus de 200 points de contrôle. Ces défauts sont ensuite corrigés par ENERCON.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 20 : Exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, SIS - Registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles</p>

prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  Le maintenancier ENERCON met à disposition de l'exploitant un registre numérique où sont consignés les différents rapports de contrôle et leurs résultats. Les équipements de sécurité sont listés dans les rapports de maintenance (annuelle, graissage, vent).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès aux aérogénérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les accès à l'intérieur de l'éolienne ainsi qu'au poste de livraison sont fermés à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. (...) Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les justificatifs attestant qu'un suivi environnemental (mortalités avifaune et chiroptères et activité chiroptères) est en cours sur l'année 2024 par le bureau d'études Altifaune. Ce suivi sera prolongé en 2025 et 2026.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures acoustiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les 12 mois suivant la mise en service en totalité de l'installation, l'exploitant engage la réalisation à ses frais d'une campagne de mesures des émissions sonores des aérogénérateurs, dans les zones à émergence réglementée et dans le périmètre de mesure du bruit de l'installation tel que défini à l'article 2 et conformément aux dispositions des articles 26 à 28 de l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.</p> <p>En cas de dépassement des niveaux sonores réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois après fourniture des résultats de la campagne de mesures, un plan de fonctionnement et de bridage éventuel des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles ainsi que le calendrier associé de mise en œuvre. Il s'assure de son efficacité en réalisant un contrôle dans les 6 mois suivant cette mise en place.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 29/07/2024, l'exploitant a transmis le devis de la société Delhom pour la réalisation d'une campagne de mesures acoustiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite